

L’Acajou, 25 septembre 1790 : ils n’étaient pas invisibles, ils étaient alliés

Ce que les libres de couleur ont obtenu en défendant l’ordre des planteurs

Arnaud Ransay · publié le 24 novembre 2025 · version refondue du 2 septembre 2026

...

On pourrait traverser la plaine du Lamentin sans rien voir. Un centre commercial, des routes qui se croisent, des champs qui résistent encore, quelques habitations oubliées. Rien ne dit, au premier regard, qu’ici, le 25 septembre 1790, des hommes ont tiré, couru, crié victoire ou demandé pardon. La bataille de l’Acajou vit surtout dans les livres, avec une question que l’on pose rarement jusqu’au bout : cette victoire, qui l’a gagnée, et qu’a-t-elle rapporté à ceux qui l’ont rendue possible ?

I. Le récit hérité, et l’endroit d’où il regarde

La version longtemps enseignée tient en deux camps. D’un côté les « patriotes » venus de Saint-Pierre, appuyés de renforts. De l’autre les planteurs retranchés dans la plaine. L’attaque, la panique, les morts, la retraite des troupes venues de la ville. Dans ce récit, la caméra est posée dans la maison de maître. On y célèbre la ruse et le courage de quelques noms bien choisis, Bernard de Percin en tête, souvent présenté comme le vainqueur de l’Acajou. Les planteurs du Lamentin deviennent les grands artisans d’une victoire qui aurait sauvé la colonie de la contagion révolutionnaire.

Ce n’est pas un détail de manuel. C’est une manière de dire qui fait l’histoire. Les maîtres pensent, décident, écrivent. Les autres suivent, disparaissent, ou sont fondus dans des masses anonymes : les « milices », les « gens de couleur », les « esclaves ». Le sujet de la phrase désigne toujours les mêmes.

II. Ce que les historiens ont décalé

Le travail de décalage a commencé avec Léo Elisabeth, dont les recherches sur les libres de couleur des îles du Vent font, aujourd’hui encore, figure de fondation. Abel Louis l’a prolongé dans sa thèse de 2010, consacrée aux libres de couleur en Martinique des origines à 1815, où il décrit un groupe pris dans un entre-deux violent : assez proche des maîtres pour porter les armes, jamais assez égal pour partager le pouvoir. Vincent Cousseau, enfin, a repris l’ensemble du dossier en 2019 dans la Revue du Philanthrope, et c’est de lui que vient la démonstration la plus serrée sur ce qui s’est joué à l’Acajou.

Ce que ces travaux établissent d’abord est simple, et suffit à défaire le récit hérité : les libres de couleur ne sont pas des figurants. Ils se battent, prennent parti, négocient, calculent. Ils ne sont pas spectateurs de leur propre destin.

III. L’alliance, et ce qu’elle défend

Reste à dire avec qui, et pourquoi. Cousseau ne laisse aucune place au confort. Les libres de couleur s’associent aux planteurs créoles parce que des liens personnels et des intérêts communs les y attachent, et il nomme ces intérêts : la défense de l’esclavage et celle des prérogatives locales. Ils s’y associent aussi contre les autres Blancs, ceux des villes, qui parlent d’égalité et les rejettent. Les deux camps du 25 septembre 1790

ne sont donc pas les royalistes contre les républicains. Ce sont les « patriotes », blancs et urbains, d'un côté ; de l'autre les planteurs, soutenus par les gouverneurs et par les hommes de couleur.

La séquence est celle d'une année entière : les heurts urbains de septembre 1789, les affrontements de la Fête-Dieu à Saint-Pierre en juin 1790, puis l'Acajou. À aucun moment un troisième camp ne s'offre à eux. Ceux qui proclamaient l'égalité universelle la leur refusaient en pratique. Ils ont choisi le camp qui, dans l'immédiat, leur promettait quelque chose. Ce n'est pas une trahison à juger. C'est un calcul à comprendre, et il a un contenu.

IV. Ce qu'ils ont obtenu, et ce que cela dit

L'Acajou consolide la position des planteurs. Il consolide aussi la leur. Le principal avantage que les libres de couleur retirent de la journée est nommé par les sources : la dispense de capitation. Il faut mesurer ce que cela pesait. L'assemblée coloniale venait de porter cette taxe de quinze à vingt-cinq livres, et le poids en était tel que certains d'entre eux avaient préféré quitter l'île pour la Trinité espagnole.

Ils n'ont donc pas combattu pour rien. Mais regardons la nature du gain. Pas la terre. Pas les droits politiques. Pas l'égalité civile qu'ils réclamaient depuis des années. Une exemption fiscale. Obtenue les armes à la main, au prix du maintien de l'ordre qui tenait la majorité de l'île en esclavage. Voilà le rapport exact que la colonie leur consentait : on vous prend vos fusils, on vous rend un impôt.

Un nom, au moins, est sorti de la masse. Cousseau publie en annexe de son étude le témoignage d'un combattant de l'Acajou, Jean-Marie Bonjour. Un homme qui a vu la journée et qui l'a racontée. Ce n'est pas rien, dans une histoire où l'on nous a appris à compter les planteurs et à additionner les autres.

V. Kenjah, et l'unité qu'il propose

Ali Babar Kenjah a proposé, dans Antilla, une autre clé de lecture. Il refuse la grille importée du royalisme contre le républicanisme, qui décrit la Martinique depuis Paris et interdit de penser que les gens de couleur aient pu se déterminer pour eux-mêmes. Il rappelle aussi un épisode que le récit officiel oublie : le massacre, par des républicains venus de France, de miliciens de couleur qui prétendaient arborer la cocarde tricolore. Sa conclusion est que l'Acajou oppose des Martiniquais unis, békés et milices de couleur, aux troupes métropolitaines appuyées par les négociants de Saint-Pierre.

Ce que Kenjah établit tient, et il faut le lui garder : la grille métropolitaine ne décrit pas ce qui s'est passé, et l'égalité proclamée n'était pas pour tous. Mais son unité demande d'être complétée par ce qu'elle défendait. En 1790, l'ordre local, c'est l'habitation. Dire « des Martiniquais unis » sans dire contre quoi et pour quel régime, c'est refaire, avec un vocabulaire décolonial, l'opération de la maison de maître : donner un sujet unique à une société qui en comptait plusieurs, et taire ceux qui n'avaient rien à gagner dans les deux camps.

VI. Trois objections, et nos réponses

« **Vous démolissez une victoire martiniquaise.** » Non. Nous la comptons. Une victoire se mesure à ce qu'elle produit et à qui elle profite. Celle-ci a renforcé les planteurs, exempté d'impôt leurs alliés, et laissé la majorité de l'île exactement où elle était. Le dire n'est pas rabaisser les hommes qui se sont battus, c'est refuser de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit.

« **Vous jugez 1790 avec les yeux de 2026.** » Nous ne jugeons pas, nous décrivons un terrain. Les libres de couleur n'avaient pas trois camps devant eux, ils en avaient deux, et l'un des deux les rejetait tout en parlant d'égalité. Reprocher un choix à des hommes acculés serait facile et lâche. Décrire ce que ce choix leur a rapporté est un travail d'historien.

« **En reconnaissant qu’il y a eu unité, vous armez ceux qui disent aujourd’hui : nous sommes tous martiniquais.** » C’est l’inverse. L’unité de 1790 a existé, et c’est précisément pour cela qu’elle démontre quelque chose : une unité peut se faire, et se faire sur le dos de ceux qu’on ne compte pas. L’unité n’est pas une vertu en soi. Elle vaut ce que vaut ce qu’elle défend.

VII. Qui aura le droit de dire « nous »

Raconter l’Acajou, ce n’est donc pas décrire une manœuvre militaire dans la plaine du Lamentin. C’est entrer dans un laboratoire de mémoire. On y voit comment un événement se laisse capter par un récit de classe. On y voit comment des hommes tenus à distance du pouvoir ont pu, à un moment précis, peser assez pour arracher une exemption, et pas davantage. On y voit surtout comment un mot, « martiniquais », peut ouvrir une unité nécessaire et, dans le même geste, masquer les hiérarchies qui traversent encore notre société.

La plaine de l’Acajou n’est plus un champ de bataille. Elle est devenue un paysage de routes, de zones commerciales et de quartiers populaires. La question, elle, n’a pas bougé : qui, demain, aura le droit de dire « nous » en Martinique, sans effacer personne ?

...

Sources

Vincent Cousseau, « Les livres de couleur de la Martinique au début de la Révolution, entre suivisme et activisme », *Revue du Philanthrope*, n° 8, 2019, dossier « Livres de couleur » ; version en ligne déposée sur l’archive ouverte HAL (hal-02047445), avec en annexe le témoignage de Jean-Marie Bonjour, combattant de l’Acajou.

Abel Louis, *Les livres de couleur en Martinique, des origines à 1815, l’entre-deux d’un groupe social dans la tourmente coloniale*, thèse d’histoire, Université des Antilles et de la Guyane, 2010.

Léo Elisabeth, travaux pionniers sur les livres de couleur des îles du Vent, cités comme tels par Vincent Cousseau.

Ali Babar Kenjah, « Systémique. Contribution au débat sur l’histoire martiniquaise », *Antilla*, 2020.

« Devenir républicain aux Petites Antilles (Guadeloupe, Martinique) à travers l’exemple de l’élection des députés à la Convention », chapitre consulté en ligne, pour la datation du 25 septembre 1790 et la défaite militaire du parti patriote.

...

Note de reprise

Cet article a été entièrement refondu le 2 septembre 2026. La première version, mise en ligne le 24 novembre 2025, datait la bataille de « fin septembre 1790 » : la date établie est le 25 septembre. Elle attribuait à Léo Elisabeth une démonstration qui est en réalité celle de Vincent Cousseau. Elle citait Abel Louis entre guillemets sans indiquer d’où venait la phrase : la citation a été remplacée par un renvoi à sa thèse. Elle affirmait enfin que les livres de couleur n’avaient presque rien récolté de cette victoire ; les sources disent autre chose, et l’article a été refait autour de ce qu’ils ont obtenu, et de ce que cela leur a coûté. Reflets du Sud corrige ses textes et le dit.

Ainaud Ransay